

*Questions orales*

nie-t-il que cette demande ait été faite? Dans la négative, nous dira-t-il qui a fait cette demande?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ignore le nom de la personne qui a fait cette demande. Je suis prêt à dire sans aucune hésitation que si M. Crenna a fait cette recherche, la demande lui en avait probablement été faite par un employé de mon bureau qui était son supérieur ou en tout cas l'un de ses collègues. Il n'est donc pas question de nier que la demande provienne de mon bureau, si M. Crenna a fait . . . je crois que le député de Yellowhead fait allusion aux recherches effectuées à la Commission des valeurs mobilières . . .

● (1450)

**Une voix:** Non, au sujet de l'hypothèque.

**M. Chrétien:** L'hypothèque.

**M. Trudeau:** Alors, autant que je sache, ce n'est pas M. Crenna qui a fait cette recherche. Mais on me dit qu'un employé de mon bureau a demandé à une personne qui s'occupe d'immobilier à Montréal d'examiner les documents publics pour savoir s'il était exact que M. Mulroney a acheté sa maison au coût de \$1, comme le rapportait un article de la *Gazette*. Et l'on me dit que je faisais erreur en affirmant qu'il l'avait revendue pour la même somme. Je regrette . . .

**M. Chrétien:** \$500,000.

**M. Trudeau:** . . . d'avoir induit la Chambre en erreur. Ce n'était pas intentionnel. Et alors, monsieur le Président? Quelqu'un a vérifié l'exactitude des faits rapportés dans la *Gazette* en consultant les documents publics.

Si seulement le chef de l'opposition et tous ses partisans procédaient également à certaines vérifications avant de faire des allégations non fondées qu'ils cueillent très souvent dans les journaux. Car c'est bien ce qui s'est passé ces deux derniers jours. Ils ont lu dans les journaux des allégations manifestement fausses qu'ils ont répétées à la Chambre sans avoir pris la peine de vérifier si elles étaient fondées ou non.

Apparemment, les employés de mon bureau sont plus consciencieux que les députés de l'opposition. Ils vérifient dans les documents publics avant de répéter des balivernes.

## LE CONTENU DU DOSSIER

**Le très hon. Joe Clark (Yellowhead):** Nous progressons, monsieur le Président.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark (Yellowhead):** Le premier ministre a confirmé que son bureau avait demandé qu'on vérifie ces renseignements et que cela avait été fait. Sans doute a-t-on gardé trace de cette

vérification. Le premier ministre peut-il nous dire si les résultats de cette vérification figuraient dans le dossier Mulroney que le bureau du premier ministre a constitué aux frais des contribuables. Dans la négative, pourquoi n'y sont-ils pas? Et quels autres documents a-t-on soustrait du dossier Mulroney avant de le communiquer à la presse?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le Président, la deuxième partie de la question annule la première. Le député suppose qu'on a enlevé certains documents du dossier. Je ne sais même pas si cela figurait dans le dossier, monsieur le Président. Nous savons qu'un article paru dans la *Gazette* affirmait qu'un des membres de mon bureau avait vérifié si c'était vrai ou non. Je suppose donc que le dossier contient seulement un article de la *Gazette* accompagné sans doute d'une note écrite à la main disant: «C'est exact. Nous avons vérifié». Je ne sais pas au juste, monsieur le Président. En tout cas, ce dossier ne m'intéresse absolument pas.

**M. Coates:** Pourquoi le conservez-vous alors?

**M. Jarvis:** Quelqu'un pense que cela vous intéresse.

**Une voix:** Quelqu'un s'y intéresse.

**M. Trudeau:** Il est évident que quelqu'un d'en face tient beaucoup à savoir ce que nous savons. A ma connaissance, ce n'est pas notre parti qui a soulevé la question de l'Iron Ore. C'est le chef de l'opposition qui se considère comme un grand administrateur et qui se sert d'Iron Ore pour le prouver. Il sait d'ailleurs combien il est difficile d'assumer une lourde hypothèque étant donné que sa maison ne lui a coûté qu'un dollar. C'est de notoriété publique et il n'est donc pas correct, de la part d'un ancien premier ministre, de laisser entendre que je ne peux pas être à la fois premier ministre et chef du parti libéral et que je ne peux pas jouer un rôle politique à ce titre. Encore une fois, le chef de l'opposition avait du personnel politique. Je me souviens d'avoir dit devant un comité parlementaire qu'il avait plus de personnel politique . . .

**Des voix:** Règlement.

**M. Trudeau:** . . . que moi à son service.

**Une voix:** C'est une honte.

**M. Crosbie:** Ils sont au bout de leur rouleau. Règlement, monsieur le Président.

**M. Trudeau:** Qu'ont-ils fait, monsieur le Président.

Ont-ils constitué des dossiers et les ont-ils fait disparaître subrepticement afin que la presse ne les voit pas? Lançons-nous ce genre d'accusation . . .

**M. Crosbie:** Règlement.

**M. Jarvis:** Posez la question à votre ministre des Finances.